

**Conférence ministérielle
Douzième session
Genève, 12-15 juin 2022**

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE D'OUVERTURE

TENUE AU CENTRE WILLIAM RAPPARD LE DIMANCHE 12 JUIN 2022 À 15 HEURES

Président: S.E. M. Timur Suleimenov (Kazakhstan)

Sommaire:

1 OBSERVATIONS LIMINAIRES	1
1.1 Allocution de bienvenue du Président	1
1.2 Allocution de la Directrice générale	2
1.3 Allocution du Président du Conseil général	3
2 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	3

1 OBSERVATIONS LIMINAIRES

1.1 Allocution de bienvenue du Président

1.1. Le Président a souhaité la bienvenue à tous les participants à la douzième session de la Conférence ministérielle de l'OMC. Il a noté que les Ministres et Chefs de délégation de l'OMC s'étaient réunis pour la dernière fois il y avait près de cinq ans. Beaucoup de choses s'étaient passées depuis. Le monde, le système commercial multilatéral et l'OMC avaient été confrontés à des défis sans précédent. Ils vivaient un moment unique à l'échelle d'une génération, qui exigeait une action collective concertée. À cet égard, la CM12 offrait à l'OMC l'occasion d'y parvenir. Durant les trois jours suivants, le monde aurait les yeux rivés sur l'OMC. Les Membres avaient la possibilité de relever certains défis majeurs pour l'économie mondiale, et, en conséquence, pour l'existence et les moyens de subsistance des populations du monde entier.

1.2. Plus de deux ans auparavant, tous avaient été frappés par une crise sanitaire sans précédent, qui avait causé la mort de plus de 6,3 millions de personnes dans le monde. Le Président tenait à remercier tous les Membres de l'OMC – en particulier les délégués à Genève – pour leur engagement sans relâche à faire avancer les travaux sur la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19, y compris en ce qui concernait la dérogation à l'Accord sur les ADPIC, ainsi que sur la préparation aux futures pandémies. Il tenait également à remercier vivement la Directrice générale pour son travail avec les diverses parties prenantes et organisations internationales. Il tenait en outre à exprimer ses plus vifs remerciements au Président du Conseil général, au Président du Conseil des ADPIC et au Facilitateur, pour la réponse à la pandémie, pour l'excellent leadership et l'engagement dont ils avaient fait preuve dans cette entreprise. La lutte contre la pandémie était une question de la plus haute priorité – tant en ce qui concernait la propriété intellectuelle que les aspects liés au commerce. En plus d'avoir eu des conséquences humaines désastreuses pour toute la planète, la pandémie avait également frappé le commerce des marchandises et des services, qui avait reculé de 8% et 21% respectivement en 2020 par rapport à 2021. Si les Membres de l'OMC parvenaient à s'entendre sur un cadre pour la réponse à la COVID-19 à cette Conférence, lors de la prochaine

pandémie, leur attention collective serait entièrement tournée vers les efforts visant à sauver des vies.

1.3. Alors que le monde continuait de se remettre des effets négatifs de la pandémie mondiale, il était confronté à une nouvelle crise – celle de l'insécurité alimentaire en cours, qui inquiétait et qui s'aggravait. Des familles du monde entier connaissaient des pénuries alimentaires et étaient confrontées à la hausse des prix des produits alimentaires de base. La faim progressait. En 2020, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde avaient souffert de la faim. Si les Membres ne faisaient rien, la situation géopolitique en cours risquait d'exacerber davantage la situation et d'affecter des millions d'hommes, de femmes et d'enfants supplémentaires. Il était de la responsabilité de l'OMC d'obtenir des résultats significatifs pour aider à résoudre ce problème. Les Membres de l'OMC avaient le devoir de favoriser des marchés internationaux prévisibles et d'offrir la perspective d'une économie et d'une reprise mondiales durables, inclusives et résistantes à de tels chocs.

1.4. Pour que l'OMC soit en mesure de mieux répondre aux défis auxquels le monde était confronté, y compris les deux urgences mondiales qui se présentaient aux Membres, ceux-ci devaient renforcer l'Organisation en la rendant plus résistante et prête à affronter l'avenir. Il était essentiel de veiller à ce que l'instrument de négociation multilatéral reste pleinement opérationnel, notamment pour les plus vulnérables d'entre eux qui comptaient sur l'OMC pour faire entendre leur voix sur les questions liées au commerce. Tout d'abord, au cours des jours suivants, le Président compterait sur la bonne volonté et la flexibilité des Membres pour parvenir à la convergence nécessaire à l'obtention de résultats crédibles sur l'agriculture, les subventions à la pêche, et sur les autres questions qu'ils avaient à examiner. Pendant la semaine, les Membres avaient la possibilité de donner à la fois une orientation et un élan pour la poursuite des négociations sur l'agriculture à Genève dans les années à venir. Ils avaient également la possibilité de réduire enfin les subventions à la pêche préjudiciables au moyen d'un ensemble de mesures équilibré qui tenait compte d'un des principes fondamentaux de l'Organisation: le traitement spécial et différencié.

1.5. En outre, les Membres devaient au monde une déclaration qui reflétait leur détermination et leur engagement collectifs envers leurs travaux futurs. Cela faisait près de 10 ans que les Ministres ne s'étaient pas mis d'accord sur une déclaration ministérielle multilatérale. Le Président a appelé les Membres à ne pas priver cette Organisation des orientations ministérielles dont elle avait véritablement besoin – en particulier en ces temps difficiles. Un travail remarquable avait été accompli à Genève pour préparer un projet de document final pour la CM12 afin de fournir des orientations ministérielles sur un certain nombre de questions. Le Président appréciait les efforts inlassables du Président du Conseil général et de son prédécesseur, ainsi que l'engagement positif des Membres. Il croyait comprendre que plusieurs questions restaient à traiter – et il exhortait tous les Membres à faire preuve de la flexibilité et de la volonté politique nécessaires pour mener à bien cette tâche. À cet égard, une question cruciale soulevée dans le document était celle de la réforme. Tous les Membres de l'OMC convenaient de l'importance de procéder à des réformes significatives pour renforcer le fonctionnement de cette Organisation. Ils avaient l'occasion de préparer le terrain pour les futurs travaux sur la réforme de l'OMC, afin que celle-ci soit apte à remplir sa mission. Il les exhortait à saisir cette occasion – sans délai.

1.6. La tâche qui attendait les Membres était claire. Les questions à l'examen étaient nombreuses, et ils avaient très peu de temps devant eux pour les aborder. Le Président a assuré à la Conférence ministérielle que la Directrice générale, le Président du Conseil général et lui-même étaient là pour accompagner les Membres à chaque étape du processus. Le Kazakhstan était un fervent partisan du système commercial multilatéral et de l'OMC, et croyait fermement en la volonté et en la capacité collectives des Membres d'obtenir des résultats. Dans cet esprit, le Président attendait avec intérêt de travailler avec la Directrice générale, le Président du Conseil général et tous les Ministres. Tout au long de ces travaux, ils pourraient compter sur son soutien et sa détermination sans faille. En tant que Président de la CM12, il ne ménagerait aucun effort pour aider à aplanir les divergences et faire de cette Conférence ministérielle une conférence significative. Rappelant l'objectif plus large d'améliorer le niveau de vie des populations dans le monde, il appelait les participants à la Conférence ministérielle à se retrousser les manches et à se mettre au travail, ensemble.

1.2 Allocution de la Directrice générale

1.7. La Directrice générale a prononcé son allocution (WT/MIN(22)/19).

1.3 Allocution du Président du Conseil général

1.8. Le Président du Conseil général a prononcé son allocution (WT/MIN(22)/20).

2 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2.1. Le Président a proposé que les Membres procèdent à l'adoption de l'ordre du jour de la douzième session de la Conférence ministérielle de l'OMC. Conformément au Règlement intérieur de la Conférence ministérielle, l'ordre du jour avait été distribué le 6 mai sous la cote WT/MIN(22)/W/1. Les modalités de la Conférence ont été précisées dans le document WT/MIN(22)/INF/9. L'Ordre du jour contenait quatre points:

- a. Point 1: "Examen des activités de l'OMC". Au titre de ce point, les déclarations générales étaient traditionnellement faites dans le cadre de la séance plénière. Cependant, conformément à l'avis exprimé par les Membres de structurer cette conférence selon un format simplifié et pragmatique afin de donner une réponse efficace et urgente face aux défis auxquels le monde et l'OMC étaient confrontés, les déclarations générales avaient été préenregistrées. Ainsi, celles-ci seraient disponibles sur le site Web de l'OMC et retransmises en divers lieux de l'OMC pendant la Conférence.
- b. Point 2: "Dispositions à prendre par les Ministres", concernant les décisions ou dispositions jugées appropriées par la Conférence ministérielle, qui serait normalement abordées lors de la séance de clôture de la Conférence. Afin de préparer la finalisation de ces dispositions, plusieurs séances informelles seraient organisées du 13 au 15 juin.
- c. Les points 3 et 4 concernaient les dates et le lieu ainsi que l'élection du bureau en vue de la CM13, respectivement, et seraient abordés lors de la séance de clôture de la Conférence. Conformément à la pratique antérieure, les Ministres et les Chefs de délégation chargeraient le Conseil général d'examiner ces points de l'ordre du jour après la Conférence.

2.2. La Conférence ministérielle a adopté l'ordre du jour (WT/MIN(22)/W/1).

2.3. La séance a été ajournée à 16 heures.
